



Développement minier et pétrolier et politiques de dépenses publiques au Niger : une analyse en équilibre général calculable dynamique

Par Saadatou Sangare Alkassoum et Youssoufou Hamadou Daouda

En 2012, ayant obtenu l'appui financier du Département du Royaume-Uni pour le Développement international (UK Aid) et du Centre de recherche en développement international (CRDI) du Canada, PEP a lancé un nouveau programme de recherche et renforcement des capacités pour « Analyse de politiques liées à la croissance et l'emploi » dans les pays en développement.

Ce document résume les principaux objectifs et résultats issus de l'un des projets sélectionnés et soutenus dans le cadre de ce programme.

Cette étude analyse les options de dépenses publiques à partir des ressources minières et pétrolières, et leurs répercussions sur les variables économiques au Niger

Le contexte minier et pétrolier du Niger et les politiques de dépenses publiques

Le Niger est à la fois un pays riche en pétrole et en uranium, ce dernier constituant la principale ressource minière en exploitation. Mais à partir de 2007, le pays connaît une intensification de l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole, dont la production a débuté en 2011, et qui lui offre des perspectives économiques intéressantes.

Dans son Plan de Développement Economique et Social (PDES), le gouvernement du Niger a d'ailleurs identifié le secteur des ressources minières et pétrolières comme le principal moteur de la croissance économique. Alors qu'elle ne représentait que 6% des recettes budgétaires sur la période 1990-2005, la contribution du secteur minier et pétrolier est estimé à 13% en 2012, et se situera probablement autour 26% en 2016 (Institut national de la statistique, 2013).

Ce surcroît de ressources financières devrait relâcher la contrainte budgétaire de l'Etat et favoriser à la fois une augmentation des investissements publics et la création d'emplois au pays. En effet, avec un revenu par habitant ne dépassant guère 360 \$ par an, le Niger est une économie caractérisée par la prédominance d'un secteur agricole tributaire des aléas climatiques et dont la contribution des infrastructures à la croissance est parmi les plus faibles de l'Afrique de l'Ouest.



Afin de faire face à ces défis, les pouvoirs publics nigériens envisagent d'utiliser les richesses générées par le secteur minier/pétrolier pour financer les infrastructures publiques, l'agriculture, les soins médicaux et l'éducation (FMI, 2012). L'investissement dans des infrastructures agricoles est déterminant dans le rythme de réduction de la pauvreté (Diao, Hazell et Thurlow, 2010 ; Valdés et Foster, 2010) notamment dans des pays comme le Niger, où l'agriculture contribue à plus de 40% du PIB et occupe plus de 80% de la population active.

Ainsi, étant donné la faiblesse du stock initial d'infrastructures physiques, un plan d'investissement s'impose pour accélérer la productivité des secteurs des biens échangeables et non-échangeables. Les leviers les plus importants définis dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) sont les investissements dans l'agriculture et les secteurs connexes de l'agroalimentaire, ainsi que du commerce de produits agro-sylvo-pastoraux, mais également les investissements routiers favorables au secteur industriel.

Objectif et méthodes

La présente étude examine les effets de divers choix de politiques d'investissements sur l'emploi, les revenus des ménages, ainsi que sur la croissance économique de façon générale.

A cette fin, les auteurs ont eu recours à un modèle d'équilibre général calculable dynamique récursif, pour conduire deux types de simulations sur l'économie nigérienne.

Le premier type concerne l'utilisation des ressources générées suivant une politique d'accroissement des infrastructures routières de 25%.

Le second concerne l'affectation des ressources générées pour soutenir une augmentation des dépenses d'infrastructures agricoles de l'ordre de 25%.

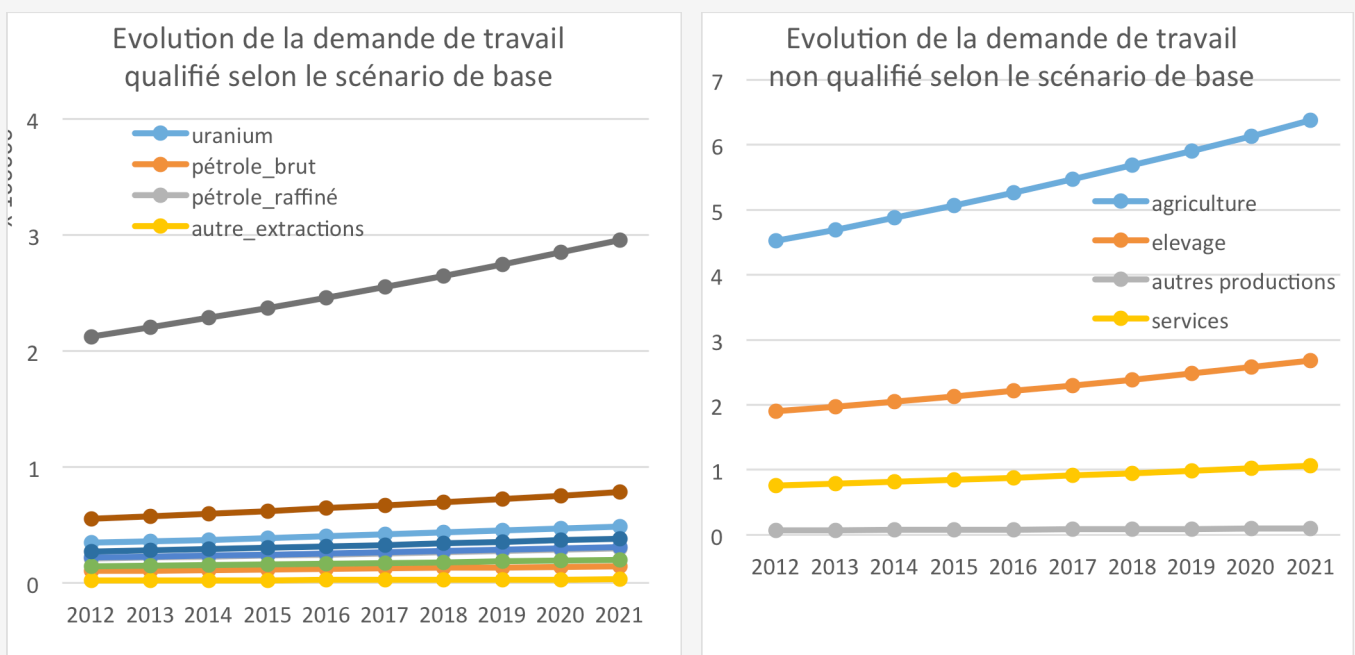
Ces deux scénarios sont cohérents avec les axes prioritaires prônés dans le PDES, notamment le renforcement du tissu industriel et le développement du secteur agricole, moteur de l'économie nigérienne.

Résultats clé

Les résultats de l'étude montrent que les ressources minières et pétrolières ne conduisent pas systématiquement à un syndrome hollandais si l'Etat met en œuvre les politiques de dépenses publiques dans les secteurs appropriés. Mais en l'absence de politiques ciblées, la hausse des exportations extractives entraîne inévitablement une perte de compétitivité des autres secteurs de l'économie qui peuvent nuire à la croissance économique à long terme.

Effet des investissements publics sur l'emploi : l'accroissement annuel des investissements publics a un effet positif sur l'emploi dans tous les secteurs. De manière spécifique, l'emploi qualifié s'accroît plus dans les secteurs de l'administration publique et des services, alors que l'emploi non qualifié s'accroît dans ceux de l'agriculture et de l'élevage.

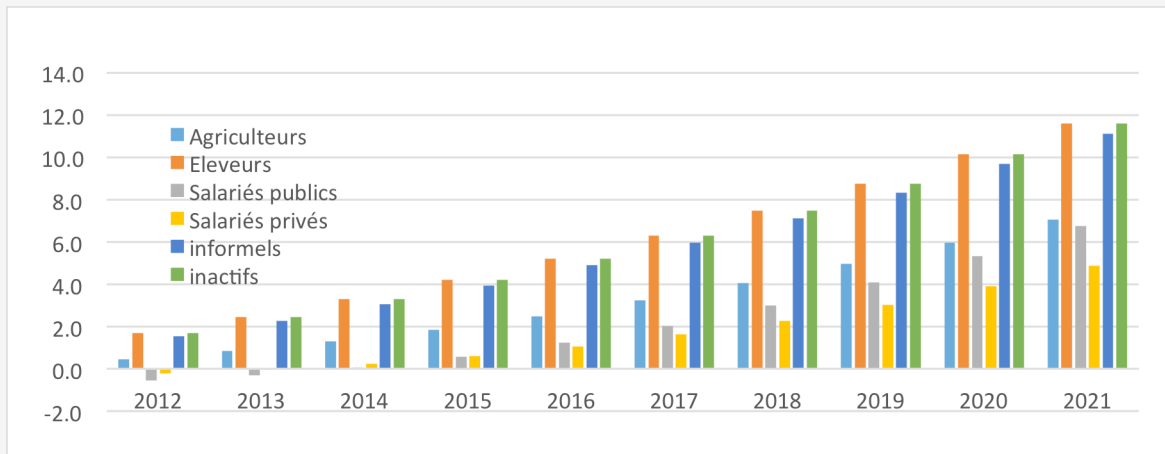
Graphiques 1-2 : Evolution de la demande de travail par type à l'horizon 2021



Effet des politiques d'investissement dans les infrastructures routières sur le revenu des ménages : dans les deux types de simulations mises en œuvre, la politique d'investissement dans les infrastructures routières apparaît comme la plus avantageuse. À l'horizon 2021 notamment, grâce à celles-ci, les agriculteurs, les informels et les inactifs verront leur revenu s'accroître de plus de 10% - ce qui est cohérent avec l'accroissement de la demande de travail. L'investissement dans les routes facilite entre autres le transport des marchandises et permet une meilleure disponibilité énergétique, deux composantes essentielles à la production et à la distribution des biens et services.

Graphique 3:

Variation du revenu des ménages avec la politique d'investissement dans les infrastructures routières



Effets sur croissance économique : Comparé à la situation de référence, les résultats des simulations d'investissements accrus suggèrent une augmentation relativement plus importante du PIB, ainsi qu'une réduction du déficit du gouvernement. Aussi, sur toute la période analysée, les retombées les plus importantes sont obtenues avec la politique d'investissement dans les infrastructures routières. A titre d'illustration, à l'horizon 2021, le PIB serait accru d'environ 20% lorsque les investissements sont orientés vers les infrastructures routières, mais seulement de 5% si ceux-ci sont orientés vers le secteur agricole.

Implications pour les politiques

La question posée à l'origine de cette étude est de savoir comment l'Etat du Niger peut utiliser le plus rationnellement possible les ressources minières et pétrolières à des fins de développement socioéconomique. Les résultats des simulations conduites par les auteurs interpellent les décideurs nigériens quant aux options de politiques à mettre en œuvre pour maximiser le potentiel des investissements publics. Les principaux enseignements sont les suivants:

1. Au regard des perspectives minières et pétrolières, le sentier de croissance de l'économie dessine une tendance favorable qui risque d'être passagère en l'absence de politiques ciblées. L'Etat doit faire jouer un rôle moteur aux dépenses publiques pour une relance de l'économie à long terme.
2. La mise en place d'une politique d'investissement dans les infrastructures, tant routières qu'agricoles, aura un effet positif sur l'économie nigérienne - comparé à un schéma sans aucune politique d'investissement. En effet, dans les deux scénarios on observe une augmentation du taux de croissance, de l'investissement privé, des revenus des ménages.
3. Toutefois, la politique en faveur des infrastructures routières procure de meilleurs résultats sur la croissance économique (accroissement de 20% en 2021) puisque les effets bénéfiques apparaissent dès les premières années, tandis que l'amélioration des infrastructures agricoles a des effets retardés qui n'apparaissent qu'au-delà de 2017.

Ce document résume le projet **MPIA-12805**, réalisé grâce à l'appui technique/scientifique du Partenariat pour les politiques économiques (PEP) et au soutien financier du Gouvernement britannique (UK Aid) et du CRDI du Canada.